

Questions orales

Le gouvernement a supprimé les avances sans intérêt l'automne dernier. La vente de blé ne produit plus de liquidités. Quand le gouvernement va-t-il agir? Que va-t-il faire?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, j'ai mentionné tout à l'heure que le gouvernement avait pris toutes les mesures pour aider les fermiers non seulement cette année. . . mais c'est à coups de milliards de dollars que nous avons répondu aux besoins les plus pressants des producteurs agricoles canadiens. Jusqu'à un certain point, nous l'avons fait pour les protéger contre un dommage qui ne vient pas du Canada comme tel. Il nous vient en fait de cette guerre qui a lieu entre les Américains et la Communauté économique européenne, qui a réduit nos producteurs agricoles à vendre leurs céréales à un prix ridicule. C'est pourquoi nous avons fait cette démarche sur la scène internationale pour amener les gens à être davantage sérieux face à la situation, et faire en sorte qu'on puisse, en cessant cette guerre des prix, ramener un prix plus juste qui va aider beaucoup plus les producteurs agricoles canadiens, et dans l'Ouest et dans l'Est.

* * *

[Traduction]

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le ministre des Sciences et de la Technologie a inauguré aujourd'hui la Semaine nationale des sciences et de la technologie en brandissant des affiches qui disent aux jeunes Canadiens «Nous avons besoin de votre imagination».

Des voix: Bravo!

M. McCurdy: En revanche, invoquant le déficit, le ministre de la Santé et du Bien-être social a amputé de près de 4 millions de dollars le Programme national de recherche et de développement en matière de santé, portant ainsi un coup mortel à ce programme conçu pour économiser sur les sommes consacrées aux soins de santé grâce à la science. Je crois comprendre que d'autres batailles se préparent.

Je demande au premier ministre: est-ce que pour voir la politique scientifique imaginaire du gouvernement, nous allons avoir besoin de l'imagination des jeunes?

Des voix: Bravo!

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse), ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, si vous le permettez, je répondrai au nom du ministre de la Santé et du Bien-être social. Depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, en 1984, l'ensemble des recherches sur la santé et sur l'aide sociale a augmenté de façon spectaculaire. C'est ce que nous avons réalisé depuis 1984.

Nous avons également versé 240 millions de dollars aux centres d'excellence et, par l'entremise du projet de loi C-22, le gouvernement fédéral a transféré aux provinces 100 millions de dollars au titre de la recherche médicale. C'est ce que nous avons fait en faveur de la recherche médicale au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, en fait, l'histoire montrera que la participation du gouvernement à la recherche a diminué au pays et que le pourcentage par rapport au PIB a également diminué.

Qu'a l'intention de faire le ministre des Sciences et de la Technologie à l'égard du programme gouvernemental qui prévoit l'octroi de subventions de contrepartie aux organismes subventionnaires? C'est une question grave. Je veux que le ministre garantisse que les sommes que détiennent maintenant les organismes subventionnaires ne serviront à rien d'autre qu'au soutien de la recherche fondamentale dans les universités.

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon collègue, relativement à sa question précédente et à celle-ci, que les organismes subventionnaires ont bénéficié l'an dernier de la plus forte augmentation de tout le gouvernement du Canada.

Pour ce qui est des fonds de contrepartie, nous avons toujours clairement indiqué qu'ils ne seraient pas abolis. Ces fonds font partie intégrante des efforts que fait le gouvernement en vue de rapprocher les sciences, les universités et l'industrie, au plus grand profit de l'économie de notre pays.

* * *

[Français]

LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE

M. Louis Plamondon (Richelieu): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Le mois d'octobre marque le 20^e anniversaire au Québec des mesures de guerre. Comme le gouvernement canadien s'est excusé auprès des Canadiens d'origine japonaise pour avoir utilisé les mesures de guerre contre